

# LA COURSE...

## À RELAIS - FEMMES

1265, rue Berri, bureau 390, Montréal, Québec, H2L 4X4  
Tél.: (514) 844-4509 Fax: (514) 844-1598 C.E. : relaisf@cam.org

### LA MAISON PARENT-ROBACK

2 février 1998, journée historique!

**Éditorial**

Douze groupes nationaux de femmes s'embarquent dans une grande aventure. Les femmes mijotent depuis plusieurs années le projet d'acquiescer un édifice pour loger leurs bureaux. Les défis sont nombreux : se confronter à devenir propriétaire, vivre ensemble, choisir un site, obtenir un numéro de charité, élaborer un montage financier .

*La Maison Parent-Roback* (en hommage à Madeleine Parent et Léa Roback) acquiert le 2 février 1998 l'immeuble situé au 110, rue Sainte-Thérèse, dans le quartier du Vieux-Montréal entre les rues Saint-Vincent et Vaudreuil, à quelques pas de la place Jacques-Cartier. Le choix s'est porté sur cet édifice, après avoir étudié plus de soixante-quinze (75) immeubles. L'immeuble a subi une restauration majeure en 1991. Seules les améliorations locatives répondant aux besoins des utilisatrices restent à faire. Les travaux débiteront au mois de mars. Le tout doit être terminé pour le 1er juillet 1998.

L'achat d'une maison confronte les groupes à un défi de taille, celui du financement. De toute évidence, La Maison Parent-Roback est un projet unique, innovateur et d'envergure, d'où la nécessité d'élaborer une stratégie de diversification des partenaires financiers. Nous avons recours à un partenariat mixte (secteurs privé et public et grand public). Nous voyons déjà des fruits. Les communautés religieuses sont les premières à croire au projet. Elles acceptent d'investir sous la forme d'un prêt alternatif. Elles font un prêt hypothécaire de second rang de 581 000 \$, avec un amortissement de 20 ans et un taux d'intérêt de 2%. Ce prêt comporte toutes les clauses de protection normalement accordées à un créancier . Leur implication a un effet d'entraînement. Nous les en remercions chaleureusement.

La Maison Parent-Roback fait appel à la Confédération des caisses populaires et d'économie Desjardins en vue d'obtenir un don significatif. La Confédération consent un prêt de 300 000\$ amorti sur 10 ans à 2%. Encore là, nous avons ouvert des sentiers nouveaux. Enfin, nous avons reçu des subventions totalisant 107 000\$ du Gouvernement du Québec et des dons commencent également à entrer. De plus, nous avons obtenu en décembre un numéro de charité. Ce projet collectif tient aussi de l'engagement de chacun des groupes de femmes impliqué et du groupe de ressources technique Bâtir son quartier .

Relais-femmes assume un rôle de catalyseur avec l'appui de Condition féminine Canada qui a financé la première phase du projet, l'étude de faisabilité. Malgré ces réalisations, le défi financier demeure. Nous devons faire une campagne de levée de fonds sans affecter celle des groupes. Une fois de plus, nous devons être créatives et vigilantes. Nous pensons au milieu corporatif et aux grandes entreprises. C'est l'occasion d'ouvrir de nouvelles portes. Pour la réalisation de cette étape, Charlotte Thibault, notre pilier dans l'étude de faisabilité et l'achat de l'édifice, coordonnera la campagne.

La Maison Parent-Roback, un projet collectif consolidera le mouvement des femmes. Son mode de logement facilitera la vie associative grâce à une meilleure connaissance des ressources et des activités et un meilleur échange d'information. Il favorisera aussi des ententes de services entre les groupes pour l'utilisation d'équipement, des achats en commun et le partage des salles. Il favorisera un meilleur contrôle des coûts de location et permettra le maintien des emplois existants. À moyen terme, La Maison Parent-Roback aidera à assurer l'autonomie des groupes. Et à long terme, nous laisserons aux générations futures du mouvement des femmes un héritage, un levier économique et un levier politique.

### Longue vie à La Maison Parent-Roback!

La Maison Parent-Roback	p.1	Cancer du sein. Nos stratégies...	p.6
L'économie sociale du point de vue des femmes	p.2	Le CRI-VIFF en deuil	p.6
Analyse différenciée par sexe...	p.3	Rapport de recherche : pauvreté et autonomie	p.6
Qu'est-ce que le féminisme?	p.3	Pourquoi une recherche sur l'économie sociale?	p.7
Des Rwandaises visitent des groupes de femmes...	p.4	Un centre de femmes en Montérégie	p.7
La formation sur l'économie sociale...	p.4	La course aux outils	p.7
Ensemble... Chaque morceau a sa place	p.5	Du nouveau et des nouvelles...	p.8
Calendrier des formations	p.5	Les collaboratrices au bulletin	p.8

# La Formation

## L'économie sociale du point de vue des femmes

Voici les sept principes adoptés par les femmes ayant participé aux journées d'études et de réflexions stratégiques sur l'économie sociale et solidaire des 1, 2 et 3 décembre 1997. Ces principes prennent leur source dans les cinq principes proposés par le Chantier de l'économie sociale. Ils ont été travaillés dans le cadre de formations en région à l'automne 1997. Tout au long de ce processus des groupes régionaux bonifiaient le document à la lumière de leur pratique féministe.

Puis, le 3 décembre, plus de 60 femmes issues du mouvement des femmes et engagées dans des projets et/ou structures d'économie sociale dans les diverses régions du Québec faisaient consensus autour des sept principes qui vous sont présentés.

Nous souhaitons que cette plate-forme commune éclaire et soutienne votre travail en région et sur le terrain local, à cette étape cruciale de l'élargissement des Comités régionaux d'économie sociale (CRES), de la modification de leur mandat et de la mise en route des Comités locaux de développement (CLD).

### Les principes et valeurs éthiques

Les principes et valeurs éthiques sur lesquels reposent les initiatives de l'économie sociale issues de collectivités les distinguent fondamentalement des entreprises des autres secteurs économiques (public et marchand).

#### 1. Finalité

Travailler avec et pour ses membres plutôt que de simplement engendrer le profit et viser le rendement financier, ceci dans une optique de changement social.

Consolider et développer des ressources afin d'offrir des services et des biens qualité et d'utilité sociale dans une perspective d'éducation populaire visant l'amélioration de la qualité de vie et un développement durable.

#### 2. Autonomie

Autonomie de gestion par rapport à l'État. Les organismes naissent de l'identification d'un besoin par une

#### Définition du développement durable

**"Le développement durable est un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures de répondre à leurs propres besoins."** (Commission mondiale sur l'environnement et le développement, 1988.)

#### Principes du développement durable

- *Le respect du seuil de tolérance des écosystèmes;*
- *Le maintien et l'amélioration de la santé physique et mentale des personnes;*
- *La protection de la biodiversité sur l'ensemble d'un territoire;*
- *La connaissance et le contrôle des risques de toute technologie actuelle ou à venir;*
- *La responsabilisation de tous les intervenants et les intervenants dans un but de créer la solidarité recherchée;*
- *L'équité entre les générations actuelles et futures;*
- *L'égalité entre les femmes et les hommes;*
- *Le développement des personnes et des communautés*

**Note :** Les besoins dont il est question dans la définition sont les besoins essentiels qui assurent et maintiennent la "qualité de vie" des membres d'une collectivité.

#### 2. Autonomie (suite)

communauté dans un milieu donné. Ils sont créés à l'initiative de personnes membres de cette communauté et ont le soutien de leur communauté. Cette action nécessite l'autonomie des groupes ainsi que des individus, mais ne saurait en aucun cas nier la responsabilité de l'État.

#### 3. Démocratie

Processus de décision démocratique impliquant usagères et usagers, participantes et participants, membres, travailleuses et travailleurs, rémunérés(ées) ou non. Ce processus doit être intégré dans les statuts, dans les pratiques, dans l'intervention et dans la gestion des relations de travail.

#### 4. Primauté des personnes

Primauté des personnes et du travail sur le capital dans la répartition des surplus et revenus. Lorsqu'il y a des revenus et surplus, répartition équitable dans la collectivité.

#### 5. Emplois durables

Offrir des emplois durables. Offrir des emplois d'une durée minimum de trois ans. Offrir des conditions de travail décentes et une rémunération permettant à tout le moins de sortir du seuil de la pauvreté.

Le salaire doit être au moins équivalent à celui versé dans l'organisme pour une tâche comparable. Dans la fixation de la rémunération, on devra tenir compte du principe de l'équité salariale.

S'assurer qu'il n'y ait pas de substitution d'emploi du secteur public ou communautaire. S'assurer que tous les emplois soient accessibles aux femmes et aux personnes doublement discriminées.

#### 6. Accessibilité

Accessibilité des biens et des services. Il n'y a pas d'obligation de tarification.

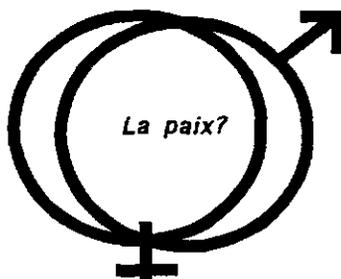
#### 7. Participation et responsabilité

Activités fondées sur les principes de la participation, de la prise en charge et de la responsabilité individuelle et collective plutôt que de la dépendance. L'objectif ultime étant une société juste, égalitaire, notamment entre les femmes et les hommes, et équitable.

# à Relais-femmes

## ANALYSE DIFFÉRENCIÉE PAR SEXE

### Levier pour l'égalité?



### Le développement?

Un séminaire sur l'analyse différenciée par sexe de deux jours a été organisé par Relais-femmes le 27 et 28 octobre dernier à la demande du Comité québécois du suivi de Beijing.

Les objectifs de ce séminaire étaient de permettre aux groupes de femmes de s'outiller pour comprendre l'analyse différenciée par sexe et de se l'approprier.

La mise en place de cette analyse a été le principal engagement des gouvernements canadien et québécois lors de la Conférence de Beijing.

Il nous apparaissait donc important dans un premier temps, de répondre au besoin urgent dans le mouvement des femmes

de se familiariser avec l'analyse différenciée par sexe, et dans un deuxième temps de voir à développer des outils de formation.

Ce séminaire de deux jours sur l'analyse différenciée par sexe a été avant tout un espace de questionnement, de débats et de remises en question.

On a cherché à s'approprier le concept afin d'en saisir les enjeux. Qu'est-ce que l'analyse différenciée? Quelles en sont les contradictions? Que peut-elle apporter au mouvement des femmes? Quels sont les pièges à éviter?

Voilà quelques questions qui ont prévalu tout au long du séminaire. Au cours de la première journée, c'est d'abord une mise en garde qui a été proposée.

Dans un premier temps, Caroline Andrew de l'Université d'Ottawa a souligné le contexte socio-politique dans lequel s'inscrivent les changements actuels, un contexte de coupures budgétaires.

Dans un deuxième temps, Colette St-Hilaire de l'Université d'Ottawa nous a démontré l'utilisation politique de toutes catégories, notamment celle de genre, à travers l'exemple éloquent de la politique de genre et développement.

L'exposé a ensuite suggéré une remise en question audacieuse de ces catégories, en interrogeant la division binaire de la notion de sexe.

Lors de la deuxième journée du séminaire, on a présenté la version officielle de l'analyse différenciée par sexe, telle que conçue au niveau du gouvernement fédéral, provincial et municipal :

- **Hélène Dwyer-Renaud** de Développement des ressources humaines Canada a présenté la grille du gouvernement fédéral, comment celle-ci a servi à définir la Loi sur l'assurance-emploi;
- **Hélène Massé** du Secrétariat à la condition féminine a présenté la démarche récemment entreprise par le Gouvernement du Québec et,
- **Anne Michaud**, Femmes et ville de la Ville de Montréal, a présenté la démarche du projet "Une ville à la mesure des femmes".

Pour conclure, la parole a été donnée aux groupes de femmes eux-mêmes, lors d'une table ronde. Les femmes ont pu exprimer leurs impressions générales face au projet gouvernemental de l'analyse différenciée par sexe.

Elles ont également manifesté le souhait qu'une séance de formation soit éventuellement organisée par Relais-femmes. Les actes du séminaire seront disponibles à partir du 8 mars à Relais-femmes (voir section Publications).

Cette activité a été subventionnée par Condition féminine Canada et réalisée dans le cadre du Protocole UQAM/Relais-femmes.

## QU'EST-CE QUE LE FÉMINISME?

Le centre d'organisation mauricien de services et d'éducation populaire de Trois-Rivières COMSEP a demandé à Relais-femmes une formation sur mesure sur les courants de pensée féministe. COMSEP est un groupe mixte ayant des pratiques féministes. Le groupe voulait comprendre les différents courants féministes qui ont traversé les vingt dernières années du mouvement des femmes afin de situer leurs pratiques. Cette formation a été donnée par Louise Toupin, auteure de l'article « Les courants de pensée féministe » paru dans *QU'EST-CE QUE LE FÉMINISME?* Cette publication est disponible à Relais-femmes. Une trentaine de personnes ont participé à cette formation, des hommes et des femmes se disant plus ou moins féministes. Dans le cadre de son intervention, Louise Toupin a comparé les revendications du mouvement féministe de 1900 à celles des années '80. Les participantes et les participants ont été étonnés d'apprendre que les revendications au niveau de l'éducation, à travail égal salaire égal, de l'indépendance financière et de la capacité juridique, étaient des revendications du mouvement des femmes depuis 1900... La discussion qui a suivi l'exposé de Louise Toupin a permis au groupe de mettre des mots sur ce qu'il vit par rapport aux autres groupes. Par cette formation, Relais-femmes a certainement aidé à créer des liens entre groupes populaires et groupes de femmes.

# La formation

## DES RWANDAISES VISITENT DES GROUPES DE FEMMES DU QUÉBEC Sous le thème : réhabilitation et réinsertion socio-économique au Rwanda

Du 21 septembre au 10 octobre 1997, cinq Rwandaises ont visité une dizaine de groupes de femmes du Québec concernés par la lutte contre la violence faite aux femmes et la réinsertion socio-économique. Relais-femmes agissait à titre de responsable du séminaire. Son objectif principal était de permettre une compréhension plus approfondie de l'intervention féministe à l'égard de la violence faite aux femmes en vue de participer à la réhabilitation et à la réinsertion socio-économique des femmes au Rwanda suite au génocide. L'approche privilégiée prévoyait l'échange d'expériences entre femmes du Rwanda et du Québec.

Les groupes partenaires ont été, au Québec, la Fédération de ressources d'hébergement pour femmes violentées et en difficulté du Québec, l'R des centres de femmes, le Regroupement provincial des maisons d'hébergement et de transition pour des femmes victimes de violence conjugale et le Regroupement québécois des CALACS, et au Rwanda, ACORD, DUHOZANYE, PREFED ET COCOF. Le séminaire a été financé par l'organisme Développement et paix.

En arrivant au Canada, les Rwandaises se posaient la question : Actuellement la problématique de la violence faite aux femmes est-elle ce qu'il y a de plus urgent au Rwanda? Elles croyaient que non, mais suite aux rencontres avec les personnes-ressources du Québec, elles ont vite réalisé que oui, c'est une priorité. Les femmes du Rwanda ne sont pas conscientes qu'elles vivent de la violence ou... elles ont peur d'en parler. Grâce à ce stage, elles pourront sensibiliser leurs consoeurs à ce grave problème.

Ce séminaire a permis d'approfondir leurs connaissances sur des sujets comme l'approche féministe et la problématique de la violence faite aux femmes. Il leur a donné également l'opportunité d'échanger sur des sujets tabous au Rwanda : l'inceste, le lesbianisme et le suicide. Ces problèmes sont présents dans leur réalité rwandaise mais demeurent très cachés : la société est peu sensibilisée. La formation sur le processus de victimisation et de dévictimisation a changé leurs propres

attitudes et leur mentalité : elles ont appris à ne pas juger. Elles voient le tout d'un autre oeil maintenant et elles disent que ce contenu "a ouvert leur esprit".

Ces Rwandaises ont d'énormes défis à relever lors de leur retour au pays. L'un des premiers sera de trouver les mots adéquats pour faire comprendre et bien traduire ce qu'elles ont vu, entendu et vécu au Québec. Comme autre défi, elles devront trouver des solutions pour adapter au Rwanda ce qu'elles ont vu dans le milieu rural, ce qui est plus proche de leur réalité. Elles ont été fortement impressionnées par les cuisines collectives, le comptoir vestimentaire et la petite entreprise de couture. Ce séminaire a permis à ces cinq Rwandaises de faire un cheminement personnel et collectif. Elles ont fait des apprentissages et des analyses qui leur permettront d'adapter des outils à leurs besoins. Elles retournent chez elles avec plus de confiance et d'assurance.

En mars prochain, Patricia Rossi de la Fédération des ressources d'hébergement pour les femmes violentées et en difficulté du Québec, Francine Ducharme du Centre des femmes Parmi-Elles et Chantale Boudreau du Centre de femmes Parmi Elle (St-Pierre les Becquets) et déléguée par L'R des centres de femmes se rendront au Rwanda pour poursuivre les échanges sur la violence faite aux femmes et la vie associative.

## LA FORMATION SUR L'ÉCONOMIE SOCIALE REÇOIT LA NOTE "A"

Dix sessions de formation sur l'économie et l'économie sociale ont été données dans autant de villes à travers le Québec— la première, à Rouyn en juin, et les neuf autres entre la mi-septembre et la fin novembre 1997, 166 participantes y ont participées. Il ressort clairement des résultats de l'évaluation que les répondantes ont apprécié le cadrage historique et la mise en relief des valeurs, voire des visions du monde, qui sous-tendent autant l'économie dominante que l'économie sociale, visions qui demeurent le plus souvent occultées.

Elles ont aussi apprécié le fait de questionner l'origine des concepts, des politiques et des pratiques, autant de l'économie sociale ou solidaire que de l'économie dominante. Pour bon nombre

de répondantes, la formation leur a permis de découvrir que les logiques et les pratiques économiques sont non pas "étanches" mais interdépendantes et qu'on peut, à l'aide d'une lunette féministe et progressiste, les re-situer les unes par rapport aux autres, à l'intérieur d'une vision globale de l'activité économique qui tient compte de l'ensemble des acteurs et actrices et des activités —et pas seulement de ceux qui sont considérés "productifs" ou "actifs" par l'économie dominante.

Certaines répondantes veulent approfondir davantage leur connaissance des analyses féministes de l'économie, afin de mieux comprendre les rôles que tiennent les femmes ainsi que leurs intérêts collectifs dans cette économie en mutation. Elles disent être restées sur leur faim et demandent une formation "plus pointue". Elles expriment aussi le désir d'approfondir leur compréhension des différentes logiques économiques, ainsi que celle des termes et des "règles du jeu" économiques.

Il ressort également un grand besoin de débat continu—tant à l'intérieur d'une même région qu'entre les régions— sur la lutte contre la pauvreté, sur le développement économique et sur l'orientation à donner à l'économie sociale au Québec. Certaines répondantes ont fait valoir que cette formation leur a fourni à la fois une occasion, un cadre rigoureux et des personnes-ressources qui les ont grandement aidées à clarifier et à systématiser collectivement leurs analyses sur les alliances à développer et les stratégies d'action à poursuivre dans leur régions respectives.

## Et la suite?

La dernière étape du projet consiste à finaliser et à mettre en forme d'ici la mi-avril trois outils: un cahier des formatrices et un cahier des participantes, tous deux basés sur le canevas et les outils pédagogiques éprouvés lors de la tournée et incluant les notes des exposés de Cécile Sabourin. Le troisième élément qui sera mis à la disposition des groupes partenaires est un texte d'une cinquantaine de pages rédigé par Lise Moisan et intitulé *Quand les femmes comptent : Pour une démythification du discours économique dominant*, qui présente diverses analyses féministes de l'économie.

# À Relais-femmes

**ENSEMBLE CONSTRUISONS NOTRE ACTION; CHAQUE MORCEAU A SA PLACE !**

Issu du projet de recherche-action intitulée: *Pauvreté et autonomie sociale ! Les cuisines collectives comme stratégie de solidarité*, cet outil de formation s'insère dans un processus de formation continue.

Près de dix femmes en lien avec le terrain des cuisines collectives et en provenance de différentes régions, en collaboration étroite avec le Regroupement des cuisines collectives du Québec (RCCQ) se sont impliquées activement pour réfléchir à une démarche conscientisante permettant aux femmes de s'approprier le matériel tiré de la recherche et de réfléchir aux enjeux soulevés par celui-ci. La démarche a été construite autour d'un casse-tête de 13 morceaux. Chacun des morceaux est lié à une activité d'environ une heure qui s'articule autour d'un thème et de son outil d'animation. Ces derniers sont adaptés à la réalité des femmes et élaborés par COMSEP, un groupe d'éducation populaire de Trois-Rivières. Au fur et à mesure que les groupes auront travaillé un thème, ils ajouteront une pièce au casse-tête, construisant ainsi une image qui prendra forme avec le temps.

Les thèmes abordés peuvent être regroupés sous cinq blocs: histoire, portrait, analyse, discussion autour d'enjeux, dimension internationale et action. Un guide d'animation accompagne le casse-tête et les outils d'animation pour faciliter le travail de l'animatrice. Tous les morceaux seront expérimentés avant le lancement de l'outil. Quatre d'entre eux l'ont déjà été au moment de l'assemblée générale du RCCQ. Celle-ci a d'ailleurs voté pour que la mise en place de cette formation fasse partie des priorités du RCCQ et de son plan de travail. À l'intérieur même du projet, un premier groupe d'animatrices sera formé prochainement mettant ainsi en place un réseau de formatrices à travers le Québec qui travaillera en étroite collaboration avec le RCCQ.

Le lancement de l'outil est prévu pour le printemps prochain. Ce projet a été rendu possible grâce aux collaborations financières du programme de promotion de la femme de Condition féminine Canada et du Secrétariat national à l'alphabétisation.

## Calendrier des formations

### **PARTENARIAT ET RÉGIONALISATION: le nouvel âge de la démocratie?**

Invitation conjointe lancée par le Centre de formation populaire (CFP), le Centre St-Pierre (CSP), Relais-femmes, le Regroupement intersectoriel des organismes communautaires de Montréal (RIOCM) et la Table régionale des organismes volontaires et d'éducation populaire de Montréal (TROVEP-Montréal) à 2 journées de réflexion les 20 et 27 mars 1998.

#### **Objectifs en bref :**

- Développer une analyse commune de la conjoncture en situant le rôle de l'État et les transformations de la société qu'il détermine avec le processus de régionalisation et l'instrumentalisation du partenariat
- Comprendre les structures régionales et locales de l'île de Montréal liées à la mise en place de la politique de soutien au développement local et régional
- Identifier les enjeux et impacts sur nos groupes
- Identifier les conditions nécessaires pour s'impliquer dans les lieux de partenariat initiés par l'État

Lieu et information : Centre St-Pierre  
Coût : 25\$ pour les deux jours

### **QU'EST-CE QUE LE FÉMINISME?**

Comme tout mouvement social, le mouvement féministe est traversé par différents courants de pensée. Chacun à sa façon, ces courants cherchent à comprendre pourquoi et comment les femmes occupent une position subordonnée dans la société. Comment les décrire et les inventorier? À la demande de Relais-femmes, Louise Toupin, chargée de cours en études féministe et auteure de l'article "Les courants de pensée féministe" paru dans Qu'est-ce que le féministe?, a préparé cette formation.

#### **Contenu :**

1. Horizon idéologique de l'arrivée du néo-féminisme (1970): le féminisme libéral égalitaire et le socialisme.
2. Le courant radical et ses métamorphoses: le féminisme radical, l'évolution, les 3 grandes remises en question et les métamorphoses
3. L'analyse différenciée par sexe

Échanges en sous groupes et plénière :  
"Comment se situe-t-on par rapport aux courants de pensée féministe?"

Date : le 27 avril 1998  
Heure : 9h30 à 16 h00  
Lieu : UQAM, Pav. Hubert-Aquin,  
local A-1840 (39)  
Coût : 20,00\$ (membres) ou 30,00\$ (non-membres)

### **ATELIER SUR LES PRATIQUES ORGANISATIONNELLES DANS LES GROUPES DE FEMMES ET COMMUNAUTAIRES**

faisant suite à la recherche sur la culture organisationnelle dans les groupes de femmes, menée par une équipe de chercheuses :

**Nancy Guberman,  
Danielle Fournier,  
Jennifer Beaman,  
Jocelyne Lamoureux,  
Lise Gervais,**  
à laquelle

sont associés :  
le CFP et Relais-femmes.

#### **On y aborde :**

- la culture organisationnelle et les groupes de femmes et communautaires;
- les structures formelles, les modes de gestion et la place des membres;
- le rapport au travail;
- la transformation des pratiques organisationnelles dans les groupes.

Date : le 12 mars 1998  
Heure : 9h00 à 17h00  
Lieu : à Relais-femmes

Coût : 25,00\$ pour les membres de Relais-femmes; 50,00\$ pour les non-membres.

# La recherche

## CANCER DU SEIN

Nos stratégies d'information rejoignent-elles vraiment les femmes?

Au cours des dernières années, des groupes de femmes et communautaires impliqués dans les questions de santé des femmes et de dépistage du cancer du sein ont diversifié leurs stratégies de communication pour rejoindre les femmes des diverses couches de la population et celles des communautés ethnoculturelles.

Au delà d'une approche strictement bio-médicale, ces stratégies se sont basées notamment sur la prise en compte des réalités et des intérêts des femmes face au cancer du sein et à leur santé en général de même que sur les obstacles de divers ordres -psychologiques, moraux, sociaux, économiques- qui empêchent les femmes de prendre en main leur santé, dans une perspective d'égalité.

Une structure de concertation est en place depuis plus de deux ans formée du Centre de santé des femmes de Montréal, de l'Alliance des communautés culturelles pour l'égalité à la santé et aux services sociaux, (ACCÈSS), du CLSC Pierrefonds et de la Direction de la santé publique de Montréal-Centre. Ces groupes préparent présentement un projet de recherche dans le cadre du Service aux collectivités de l'UQAM (Protocole UQAM/Relais-femmes), sous la responsabilité de Danielle Maisonneuve du département des communications. L'objectif général visé par le projet de recherche est d'évaluer l'«efficacité» des outils et des démarches de communication privilégiés par ces groupes au sujet de la prévention, et ce dans le respect des objectifs sociaux particuliers à chacun d'entre eux. Les objectifs du groupe ACCÈSS sont axés sur une problématique interculturelle où la question des droits dans le système de santé et celle de la nécessaire. Adaptation de ce système à des dimensions linguistiques et culturelles tiennent une place importante. Ceux du centre de santé des femmes s'attachent notamment à une problématique culturelle plus large comme celle de l'image sociale et individuelle des seins.

## RAPPORT DE RECHERCHE

Pauvreté et autonomie sociale! Les cuisines collectives comme stratégie de solidarité.

Depuis septembre 1994, Relais-femmes en partenariat avec une équipe de recherche de l'Université de Montréal (Danielle Fournier, Monique Provost et Nadine Goudreault) et le Regroupement des cuisines collectives du Québec (RCCQ) mène activement une recherche-action sur les cuisines collectives au Québec. Cette recherche-action porte les objectifs suivants: dresser un profil socio-économique et démographique représentatif des cuisines collectives au Québec, décrire la genèse historique, la structure organisationnelle et financière des cuisines et du RCCQ, et dégager un certain nombre d'enjeux économiques et sociaux découlant de leur pratique. Le souci constant du comité aviseur de cette recherche d'assurer une transmission des données au fur et à mesure de leur disponibilité a fait de ce projet quelque chose de très fécond. En effet, un échange entre les femmes des cuisines collectives du Pérou et du Québec, un projet de formation continue (sur lequel vous trouvez un article dans le présent numéro), plusieurs participations à l'assemblée générale annuelle du RCCQ, ainsi que de nombreuses présentations dans le cadre de différents colloques en sont nés.

Fort de ces nombreuses naissances, le comité aviseur et l'équipe de recherche récidivent puisque la sortie du rapport de recherche est prévue pour cette année. On y retrouvera l'histoire des cuisines collectives et de son regroupement provincial élaborée à partir du témoignage de pionnières des cuisines collectives et de différents documents. On y retrouvera aussi, le portrait des cuisines. Rendu possible par différentes méthodes de cueillettes de données; plus de 300 groupes y ont participé, ce portrait nous permettra de saisir le fonctionnement des cuisines, leur philosophie, leur diversité et certains enjeux majeurs qui se posent à elles. Enfin, on y retrouvera un chapitre sur les liens entretenus entre les cuisines d'ici et celles du Pérou.

Une naissance qui promet!

### Le CRI-VIFF en deuil

Elle nous a quitté, beaucoup trop tôt.

À son domicile de Cap Rouge, le 2 janvier 1998, à l'âge de 47 ans est décédée Francine Ouellet à la suite d'un cancer. Francine était professeure titulaire et chercheure à l'École de service social de l'Université Laval, conjointe de Michel Dubé et mère de Nicolas et de Marie-Hélène.

Francine fut pionnière et co-directrice du CRI-VIFF. C'est donc ce cadre de travail en partenariat qu'il fut donné à Relais-femmes et à ses groupes membres, le privilège de travailler avec Francine et de bénéficier de sa compétence et de sa chaleureuse vivacité.

Nous partageons un témoignage d'un collègue aux funérailles de Francine : "Tu nous as précédés encore une fois : que tu nous précédés, on y était habitué mais cette fois-ci, c'est beaucoup plus difficile à accepter...intolérable peine..."

Aurevoir Francine

Merci de tout coeur

# à Relais-femmes

## POURQUOI UNE RECHERCHE SUR LA RENTABILITÉ SOCIALE?

Parce que l'économie sociale et solidaire nous invite à mettre en question le système d'évaluation des richesses et les indicateurs comptables de productivité (Josée Belleau). Et pour cela, il apparaît que les pratiques des femmes dans le champ du soutien aux familles et aux communautés constituent un patrimoine historique pouvant servir d'assises au développement de cette recherche. Elles sont la base incontournable pour une approche féministe de l'économie sociale. Il est nécessaire de comprendre les liens qui unissent les pratiques actuelles et futures en économie sociale à la contribution historique des femmes à la reproduction sociale et les difficultés de sa reconnaissance. Ce travail pourra ainsi nous conduire vers l'identification de nouveaux indicateurs pour cerner la rentabilité sociale.

Cette recherche est menée en lien avec la FFQ, l'R des Centres de femmes et les déléguées du mouvement des femmes sur les CRES. La chercheuse principale est : **Louise Toupin** (doctorat en sciences politique) et l'assistante de recherche, **Nadine Goudreault** (maîtrise en travail social). La recherche se déroule sur deux années et est financée par le Fonds de recherche en matière de politiques de Condition féminine Canada.

## LA COURSE AUX OUTILS

### QUESTION DE COMPÉTENCE

Un outil, pour la reconnaissance des compétences des femmes

**Question de compétences un outil au service des femmes**, a été réalisé en 1990 par Coffre, Relais-femmes et l'Institut canadien d'éducation des adultes (ICEA). Son but est d'accroître chez les femmes les chances de se trouver un emploi rémunéré.

Pour faciliter l'intégration à l'emploi des femmes, deux stratégies sont proposées dans la démarche **Question de compétences** : identifier, reconnaître et valoriser le travail non rémunéré des femmes et aider les femmes à reconnaître les compétences qu'elles possèdent et qui sont recherchées sur le marché du travail rémunéré.

**Questions de compétences** se présente comme un "Kit de formation" un cahier de formation, une vidéo, des cartes à jouer et un prêt à photocopier pour les participantes.

Conçu dès les années 90, aujourd'hui les intervenantes de l'outil se doivent d'apporter des corrections aux monographies d'emplois utilisées dans l'atelier 10. Il s'agit de corrections relativement mineures portant sur des exigences du marché du travail. En ce qui a trait aux 11 autres ateliers, ils sont utilisables intégralement et répondent efficacement aux besoins des clientèles.

Les artisans et artisanes du domaine de la formation de la main-d'œuvre, oeuvrant à la valorisation du travail des femmes et à la reconnaissance de leurs compétences, trouveront en **Question de compétences** un outil d'une grande utilité et encore d'actualité. Cet outil peut s'adapter en tout ou en partie à différents programmes de formation.

En vente à Relais-femmes au coût de 35 \$

## UN CENTRE DE FEMMES EN MONTÉRÉGIE A FAIT ENQUÊTE...

Une étudiante sous la supervision de Christine Corbeil du département de travail social de l'UQAM a mené enquête avec le Centre de femmes C.R.I. La Marg'Elle sis dans le village de Saint-Rémi en Montérégie. Cette enquête a permis au Centre d'élaborer un plan de réorientation et de se fixer des priorités au cours de l'année pour rejoindre un plus grand nombre de femmes dans sa région. L'enquête a notamment montré un intérêt pour des activités telles que des cafés-rencontres sur des sujets comme le quotidien de femme, d'épouse et de mère, des cours de relaxation et d'auto-défense. Le rapport de recherche est disponible à Relais-femmes.

### Innovations et contraintes de pratiques organisationnelles féministe

Rapport de recherche par Nancy Guberman, Danielle Fournier, Jennifer Beeman, Lise Gervais et Jocelyne Lamoureux, Janvier 1997  
Coût : 8,00\$

### Du néo-libéralisme à l'économie solidaire : le combat des femmes

Actes deuxième du séminaire international sur l'économie solidaire, Montréal, 10, 11 et 12 juin 1996  
Coût : 10,00\$

### Qu'est-ce que le féminisme?

Trousse d'information sur le féminisme québécois des 25 dernières années (kit féministe) juin 1997  
Coût : 10,00\$

### L'Analyse différenciée par sexe: Levier pour l'égalité? Le développement? La paix?

Séminaire organisé par Relais-femmes et le Comité québécois de suivis de Beijing, tenu à UQAM, les 27 et 28 octobre 1997.

Disponible à partir du 8 mars prochain au coût de 8\$.

# Du nouveau et des nouvelles...

À l'assemblée générale du mois de mai 1997, le Conseil d'administration avait le mandat de voir à combler deux postes d'administratrice. Nous sommes heureuses de vous les présenter maintenant : Madame **Lyne Lévesque** qui représente le Centre des femmes de Montréal et Madame **Monique Voisine**, la Fédération des femmes du Québec. En remplacement de Madame Lyne Kurtzman, Madame **Martine Blanc** est invitée au conseil d'administration à titre de représentante du Protocole UQAM/Relais-femmes.

De nouveaux groupes ont joint également les rangs de Relais-femmes. Il s'agit de la **Maison Prélude**, maison d'hébergement sur la rive nord de Montréal, le **Groupe Les relevailles**, groupe de soutien aux familles de la région de Québec et **La Maison Dalauze inc.**, centre d'hébergement de l'île de Montréal.

De plus, trois projets du Programme de partenariat pour la création d'emploi (PCE) ont permis d'embaucher, pour une période de trente (30) semaines :

**Cristina Medrea**, technicienne en informatique, afin de développer le potentiel de promotion et de diffusion de Relais-femmes sur l'inforoute;

**Caroline Turcot**, technicienne en archivage de documents, qui verra à mettre sur pied un système de gestion des documents de recherche, de formation et ceux de nature administrative;

**Denise Dextraze**, agente en communication, pour faire la promotion de la mission et des outils développés par Relais-femmes. Le projet vise à augmenter sa visibilité afin d'améliorer la distribution des productions et, également, d'augmenter le membership.

Bienvenue à toutes !

<p>Chers membres,</p> <p><b>La Course</b></p> <p>Nous vous invitons à annoncer vos publications et activités de formation dans :</p> <p><b>à... Relais-femmes</b></p>
<p><b>ANNONCE...</b></p> <p>Le Centre de documentation sur l'éducation des adultes et la condition féminine (CDEACF) a le plaisir de vous inviter à trois (3) sessions d'information portant sur le contenu du rapport de la Commission internationale sur l'éducation pour le 21<sup>e</sup> siècle de l'UNESCO (Rapport Delors, 1996) ainsi que les résultats de la cinquième conférence sur l'Éducation des adultes (tenue à Hambourg en juillet 1997). Ces thèmes seront abordés dans le contexte actuel de la réforme de l'éducation au Québec et d'une politique québécoise de formation continue.</p> <p>Les dates prévues de ces sessions sont : Montréal le 2 avril 1998, Trois-Rivières le 30 avril 1998 et Québec le 7 mai 1998.</p> <p>La durée de la session est de 7 heures (9h00 à 16h00), ce qui inclut une heure de dîner offert par le CDEACF. La documentation vous sera remise sur place. Il n'y a pas de frais d'inscription pour la participation à la journée. Vous devez cependant vous inscrire au moins 3 semaines avant le début des sessions.</p> <p>Pour information/inscription : <b>Richard Morin, CDEACF</b> Tél.: (514) 844-3674 Fax : (514) 844-1598 rmorin@cam.org (courrier) <a href="http://www.cam.org/~cdeacf">http://www.cam.org/~cdeacf</a></p>

<p>Les collaboratrices au bulletin :</p> <p><b>Lucie Bélanger Denise Dextraze Nadine Goudreault Lyne Kurtzman Chantal Lamarre Thérèse Leblanc Celine Martin Lise Moisan</b></p> <p>Mise en page :</p> <p><b>Cristina Medrea Chantal Lamarre</b></p>
---

**Merci au Programme de soutien à l'éducation populaire autonome (PSÉPA)  
dont la contribution facilite le financement de ces brèves nouvelles.**